

# NOTE DE PRESENTATION RELATIVE À L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME (R123-8 du Code de l'environnement)

## I. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE ET MENTION DES TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête publique porte sur l'élaboration du PLU d'Hardricourt destiné à organiser et planifier l'urbanisation de la commune, à l'échéance théorique d'une décennie, dans le respect des objectifs de développement durable.

Le Plan Local d'Urbanisme a été élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du Maire, dans le cadre des articles L101-2 du Code de l'urbanisme. Ensuite, la communauté urbaine Grand Paris Seine Oise étant devenue compétente en matière de document d'urbanisme le 1er Janvier 2016, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a donc été reprise par elle.

Les dispositions du décret du 23 août 2012 relatifs à l'évaluation environnementale sont entrées en vigueur le 1er février 2013.

Ces nouvelles exigences régissent les élaborations et révisions des PLU dont le débat sur le PADD n'a pas encore eu lieu à cette date. La commune a organisé ce débat ultérieurement à cette date et elle a ainsi été soumise à la consultation au cas par cas de l'autorité environnementale.

Par décision du 28 mars 2017, le Mission régionale d'autorité environnementale a soumis le projet de PLU à une évaluation environnementale.

En prévoyant d'élaborer un PLU, la commune d'abord, puis la communauté urbaine, ont tenu à déterminer les modalités d'application des règles d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal. L'objectif est également de tendre vers l'équilibre entre zones à urbaniser, zones naturelles, agricoles ou forestières, dans la perspective d'un développement durable et équilibré.

Cette enquête publique relève des articles R123-5 à R123-27 du Code de l'environnement, modifiés récemment par le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

Le contenu du dossier d'enquête publique relève des dispositions de l'article R123-8 du code de l'environnement.

## II. SUIVI DE LA PROCEDURE

### A. Le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, également responsable du projet, est Monsieur Philippe TAUTOU, Président de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise

Ses coordonnées sont les suivantes :

Monsieur le Président  
Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise  
Immeuble Autoneum  
Rue des Chevries  
78416 Aubergenville Cedex

### III. L'insertion de cette enquête publique au sein de la procédure administrative

L'enquête publique s'inscrit dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU qui s'est déroulée comme suit :

#### 1. Prescription du PLU

Le Conseil Municipal a délibéré pour prescrire l'élaboration du PLU. Cette délibération a précisé les objectifs poursuivis par la collectivité et a fixé les modalités de la concertation avec la population.

#### 2. Études

La municipalité et la Communauté urbaine ont élaboré le projet de PLU : elles ont réalisé le diagnostic de la situation présente, dressé un état initial de l'environnement, évalué les hypothèses d'évolution démographique et économique, estimé les besoins en logements et en foncier associés, et fixé les objectifs recherchés.

Elles ont traduit réglementairement le projet de territoire. Le PLU a été élaboré en concertation avec la population et en association avec divers partenaires institutionnels prévus par le Code de l'urbanisme (État, Région, Département, chambres consulaires, communes voisines, etc.).

#### 3. Débat au sein du Conseil Municipal et Communautaire

Avant l'arrêt du projet, le Conseil Municipal et le Conseil communautaire ont débattu sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Ce débat a eu lieu le 15 Septembre 2016 en conseil municipal et le 29 septembre 2016 en conseil communautaire.

#### 4. Arrêt du projet de PLU

À l'issue des études et des concertations et consultations, le projet de PLU a été arrêté par délibération du Conseil communautaire de 15/12/2016. La délibération a tiré également le bilan de la concertation du public.

#### 5. Avis de la CDPENAF (Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers).

Le projet de PLU a été soumis à l'avis de la CDPENAF.

#### 6. Avis des personnes publiques associées

Le projet de PLU a été notifié suite à l'arrêt, pour avis, aux personnes publiques associées (PPA) et aux personnes publiques consultées. Leurs avis devaient être émis dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier. Un dossier complémentaire a été adressé à la Mission régionale d'autorité environnementale qui a rendu un avis délibéré le 15 mars 2018

#### 7. Enquête publique

Le projet de PLU est soumis à enquête publique pour une durée minimale d'un mois. Les avis des personnes publiques associées sont joints au dossier d'enquête publique. Le commissaire enquêteur dispose d'un délai d'un mois après la clôture de l'enquête pour remettre leurs avis et conclusions motivées à Monsieur le Maire.

#### 8. Au terme de l'enquête publique

Le projet de PLU, éventuellement modifié sous certaines conditions, pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées et/ou des observations formulées lors de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

- Mesures de publicité

La délibération d'approbation sera affichée pendant un mois à la mairie et sur les panneaux municipaux. Elle sera également insérée, en caractères apparents, dans les annonces légales d'un journal diffusé dans le Département.

#### IV. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET DE PLU (RESUME NON TECHNIQUE DU PROJET)

##### A. Les principaux enjeux ressortis du diagnostic et de l'EIE

La phase de diagnostic a permis de faire ressortir des constats mais aussi des enjeux majeurs sur lesquels le projet doit s'appuyer. Les principaux enjeux identifiés en phase diagnostic sont :

##### Intégrer les obligations de contenu du PADD, issues des lois GRENELLE et ALUR

- ☐ sur les objectifs de préservation et de remise en état des continuités écologiques ;
- ☐ sur la maîtrise de l'étalement urbain et de la consommation d'espaces en fixant des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers en prenant en compte les documents supra-communaux qui s'imposent (SDRIF, SRCE, etc.) et sur la base de l'analyse des potentiels au sein des zones urbaines.
- ☐ sur des orientations spécifiques en termes de développement des communications électroniques et numériques ;

##### Affirmer l'objectif d'une ville équilibrée en tenant compte d'enjeux majeurs tels que :

- ☐ le maintien de l'équilibre entre des paysages ou milieux naturels de qualité et une densification modérée au sein des zones urbanisées

*La Municipalité entend permettre la réalisation moyenne d'une trentaine de logements diversifiés par an (soit de l'ordre de 450 à 500 logements à l'horizon 2030).*

- ☐ la limitation de l'étalement urbain et de la consommation d'espaces pour l'urbanisation
- ☐ le développement d'une offre de logements plus diversifiés
- ☐ la prise en compte des contraintes qui s'appliquent au territoire

##### Conforter l'objectif de préservation de la qualité du territoire et du cadre de vie d'Hardricourt...

- ☐ sur des orientations spécifiques en termes de développement des communications électroniques et numériques ;
- ☐ en renforçant les objectifs de valorisation des paysages autour de la vallée de la Seine, des coteaux boisés et des zones paysagères ou agricoles existantes
- ☐ en respectant les « trames verte et bleue » et leurs continuités sur le territoire
- ☐ en affirmant les caractéristiques urbaines des quartiers d'Hardricourt, qui participent à son identité.

##### Élargir et compléter les orientations en faveur d'un urbanisme durable et de pratiques écoresponsables

Il s'agit d'intégrer les actions et orientations en faveur :

- ☐ du maintien de la biodiversité, des continuités écologiques,
- ☐ de la gestion de l'eau et des ressources naturelles.
- ☐ de la prévention des risques et nuisances sur le territoire hardricourtois.

## B. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

L'analyse des enjeux issus du diagnostic urbain et environnemental mené dans le cadre de l'élaboration du PLU a conduit à définir trois axes fédérateurs pour le PADD d'Hardricourt :

Axe 1 : Un village de charme

Axe 2 : Un village responsable de son environnement

Axe 3 : Un village actif et attractif

## V. LES RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU, NOTAMMENT D'UN POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT

Ce projet de PLU a été retenu par la municipalité et la communauté urbaine du Grand Paris Seine et Oise dans la mesure où il permet d'(e) :

- réduire la consommation d'espace sur la prochaine décennie, favoriser le renouvellement urbain, notamment la mutation du bâti existant, et optimiser l'utilisation du foncier disponible;
- favoriser la mixité des fonctions de la commune et favoriser la mixité de l'habitat, de manière à répondre aux besoins d'une population variée ;
- protéger voire renforcer la biodiversité (notamment la biodiversité dite « ordinaire »), les continuités écologiques et les espaces naturels de la commune (zones humides, Mauldre) ;
- protéger les espaces agricoles et le potentiel agronomique des terres de la commune, en particulier sur le plateau ;
- limiter les obligations de déplacements individuels motorisés et, par là même, réduire les émissions de gaz à effet de serre;